

Huit démissions de la CNHI

Immigration et identité nationale : une association inacceptable

vendredi 18 mai 2007, par [BLANC-CHALEARD Marie-Claude](#), [DREYFUS-ARMAND Geneviève](#), [GREEN Nancy L.](#), [NOIRIEL Gérard](#), [SIMON Patrick](#), [VIET Vincent](#), [VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine](#), [WEIL Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2007).

Communiqué de démission des instances officielles de la Cité nationale pour l'histoire de l'immigration adressé par 8 historiens et démographes, le 18 mai 2007.

Depuis 2003 nous avons participé au projet de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI). Cette Cité, qui doit ouvrir ses portes en cette année 2007, a été voulue, comme un nouveau lieu de l'histoire de France, au lendemain des élections présidentielles de 2002, à l'occasion desquelles les Français avaient signifié leur refus de la tentation xénophobe. Ce lieu entend changer le regard de nos contemporains sur leur société en rappelant comment, depuis deux siècles, les étrangers, venus par vagues successives, ont contribué à développer, transformer et à enrichir la France. Rendre compte de la diversité des histoires et des mémoires individuelles et collectives, en faire l'histoire de tous, avec ses moments glorieux et ses zones d'ombre, aider ainsi au dépassement des préjugés et des stéréotypes, tels sont les enjeux qui nous ont mobilisés autour de ce projet.

L'instauration d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », remet en cause ces objectifs. Les mots sont pour le politique des symboles et des armes. Or il n'est pas dans le rôle d'un Etat démocratique de définir la « *identité* ». Associer « immigration » et « identité nationale » dans un ministère n'a jamais eu de précédent dans notre République : c'est, par un acte fondateur de cette présidence, inscrire l'immigration comme « problème » pour la France et les Français dans leur être même.

Ce rapprochement s'inscrit dans la trame d'un discours stigmatisant l'immigration et dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité aux étrangers, dans les moments de crise. Là où le pari de la CNHI était celui du rassemblement tourné vers l'avenir, autour d'une histoire commune que tous étaient susceptibles de s'approprier, ce ministère menace au contraire d'installer la division et une polarisation dont l'histoire a montré les ravages. Voilà pourquoi nous démissionnons à compter de ce jour de nos fonctions officielles à la Cité nationale de l'histoire de

l'immigration. Nous tenons cependant à saluer le remarquable travail effectué depuis plus de trois ans par Jacques Toubon et toute son équipe. Nous avons pu y être associés dans un esprit de liberté intellectuelle et d'indépendance. Nous continuerons de soutenir ce projet tant que son esprit perdurera.

Marie-Claude Blanc-Chaléard, historienne (Paris1)

Geneviève Dreyfus-Armand, historienne (BDIC)

Nancy L. Green, historienne (EHESS)

Gérard Noiriel, historien (EHESS)

Patrick Simon, démographe (INED)

Vincent Viet, historien (IDHE)

Marie-Christine Volovitch-Tavarès, historienne

Patrick Weil, historien (CNRS-Paris1)